

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°128

Septembre 2011



RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 4 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Surveillance des OPC

Marc DONDLINGER

Pierre HILBERT

Surveillance des banques

Christoph WINNEFELD

Personnel, administration et finances

Daniel HAMES

Suite au départ de trois agents, la CSSF compte 398 agents, dont 206 hommes et 192 femmes au 8 septembre 2011.

SANCTIONS

Amendes d'ordre prononcées à l'encontre d'émetteurs de valeurs mobilières

Au cours du mois d'août 2011, la CSSF a prononcé 10 amendes d'ordre à l'égard d'émetteurs qui n'ont pas donné suite à des injonctions relatives à la publication de rapports financiers dans le cadre de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières.

AVERTISSEMENT

Avertissement publié par l'autorité britannique (FSA) concernant les activités d'une entité dénommée AC Alternative

La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) attire l'attention du public sur la publication par l'autorité de surveillance anglaise « Financial Services Authority » d'un avertissement concernant les activités d'une entité qui prétend être dénommée AC Alternative (voir ci-après). Cette entité ne dispose pas de l'agrément nécessaire à la prestation de services financiers au ou à partir du Luxembourg.

La CSSF tient à préciser que **l'organisme de placement collectif AC Alternative, dûment agréé au Luxembourg conformément à la loi du 20 décembre 2002 et soumis à la surveillance de la CSSF, n'a aucun lien avec l'entité visée par l'avertissement.**

COMMUNIQUE

■ MONNAIE ÉLECTRONIQUE : PUBLICATION DES FORMULAIRES A UTILISER POUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 11 NOVEMBRE 2009 RELATIVE AUX SERVICES DE PAIEMENT (LA « LOI »)

Communiqué du 16 septembre 2011

L'**annexe I** du présent communiqué contient le « *Formulaire d'instruction à des fins d'agrément pour le statut d'établissement de monnaie électronique suivant la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement* » que les requérants devront soumettre à la CSSF à des fins d'instruction du dossier d'agrément conformément à l'article 24-3 paragraphe 1 de la Loi.

En **annexe II** de la présente circulaire se trouve le formulaire « *Déclaration d'un agent conformément aux exigences des articles 18 et 24-7 (6) de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement* » que l'établissement de monnaie électronique devra soumettre à la CSSF lorsqu'il a l'intention de recourir à des agents.

Par ailleurs, un établissement de monnaie électronique qui souhaite établir une/des succursale(s) ou avoir recours à un/des agent(s) ou à un/des intermédiaire(s) dans un autre Etat membre, devra en informer préalablement la CSSF à l'aide du formulaire « *Déclaration d'établissement de succursales et le recours à des intermédiaires ou a des agents dans un autre Etat membre par un établissement de monnaie électronique de droit luxembourgeois, conformément à l'article 24-17 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement* » qui se trouve à l'**annexe III** du présent communiqué.

Si l'établissement de monnaie électronique entend recourir à la libre prestation de services dans un autre Etat membre, il devra en informer préalablement la CSSF à l'aide du formulaire en **annexe IV** intitulé « *Déclaration d'émission de monnaie électronique ou de prestation de service(s) de paiement par un établissement de monnaie électronique dans un Etat membre sous la forme de la libre prestation de services, conformément à l'article 24-18 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement* ».

Annexes :

- I. [Formulaire d'instruction à des fins d'agrément pour le statut d'établissement de monnaie électronique suivant la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement](#)
- II. [Déclaration d'un agent conformément aux exigences des articles 18 et 24-7 \(6\) de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement](#)
- III. [Déclaration d'établissement de succursales et le recours à des intermédiaires ou à des agents dans un autre Etat membre par un établissement de monnaie électronique de droit luxembourgeois, conformément à l'article 24-17 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement](#)
- IV. [Déclaration d'émission de monnaie électronique ou de prestation de service\(s\) de paiement par un établissement de monnaie électronique dans un Etat Membre sous la forme de la libre prestation de services, conformément à l'article 24-18 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement](#)

COMMUNIQUES DE PRESSE

■ ARPEGGIO INVESTMENT CORPORATION S.A.

Communiqué de presse 11/30 du 7 septembre 2011

La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a exigé en date du 7 septembre 2011 la suspension des obligations à coupon zéro émises par Arpeggio Investment Corporation S.A. (ISIN XS0524496428) de la négociation sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg. Cette suspension s'applique avec effet immédiat et sera maintenue jusqu'à information adéquate du public, notamment sur certaines conditions et modalités relatives aux titres.

Cette décision est rendue publique conformément à l'article 9 (2) de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers.

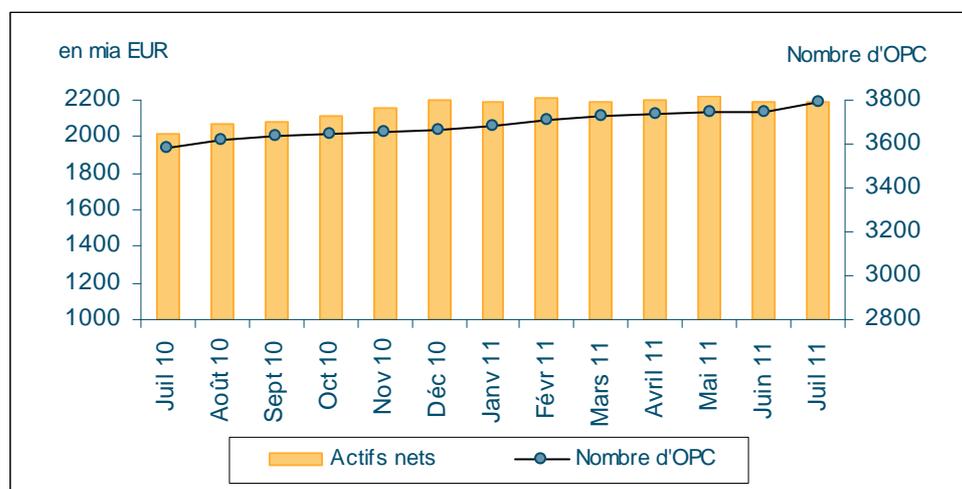
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE JUILLET 2011

Communiqué de presse 11/29 du 5 septembre 2011

I. Situation globale

Au 31 juillet 2011, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.189,665 milliards contre EUR 2.184,999 milliards au 30 juin 2011, soit une augmentation de 0,21% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 8,44%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois de juillet une variation positive se chiffrant à EUR 4,666 milliards. Cette augmentation résulte d'un impact favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 12,549 milliards (0,57%) et d'émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 7,883 milliards (-0,36%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.795 par rapport à 3.749 le mois précédent. 2.403 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.818 compartiments. En y ajoutant les 1.392 entités à structure classique, au total 13.210 entités sont actives sur la place financière.

Concernant l'investissement net en capital et l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois, les faits suivants sont à relever pour le mois de juillet.

Les différentes catégories d'OPC à actions ont affiché des performances divergentes au mois de juillet. Les marchés boursiers de l'Europe et des Etats-Unis ont baissé face à la persistance de la crise de la dette souveraine de plusieurs pays européens et face aux incertitudes liées au plafond de la dette publique des Etats-Unis. A ces problèmes se sont ajoutées les incertitudes des investisseurs face à des indicateurs conjoncturels globalement moins bons.

Les catégories d'OPC à actions asiatiques et d'OPC à actions de l'Europe de l'Est par contre ont réalisé en moyenne des gains de cours, bien que les performances des différents marchés nationaux de ces deux régions aient connu des développements divergents.

A relever pourtant les OPC à actions japonaises qui ont enregistré des gains de cours en EUR, à cause de l'appréciation de plus de 5% du JPY par rapport à l'EUR.

En ce qui concerne l'investissement net en capital, les OPC à actions ont en somme enregistré des rachats nets au mois de juillet.

Evolution des OPC à actions au mois de juillet 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	0,54%	-0,56%
Actions européennes	-2,73%	-1,43%
Actions américaines	-1,91%	-0,06%
Actions japonaises	2,93%	3,72%
Actions Europe de l'Est	1,21%	-0,48%
Actions Asie	2,02%	0,12%
Actions Amérique latine	-2,45%	-0,15%
Actions autres	-0,01%	0,46%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Sur les marchés d'obligations, on a pu observer un fléchissement des rendements des emprunts publics à long terme à notation élevée, ceci en Europe aussi bien qu'aux Etats-Unis. La pression sur certaines dettes souveraines en Europe et aux Etats-Unis, de même que les incertitudes quant aux perspectives économiques ont en effet incité les investisseurs à rechercher des obligations à notation élevée comme valeurs de refuge.

Devant l'intensification des problèmes de dette souveraine en Europe et surtout à cause des craintes de contagion de la crise grecque sur d'autres pays, les écarts de rendement pour les obligations d'Etat se sont encore creusés dans la zone Euro. Sur le marché des «corporate bonds», un léger relèvement des primes de risque est à noter pour les obligations d'entreprises et les obligations d'institutions financières.

Les taux d'intérêt sur les marchés monétaires sont restés relativement stables pendant le mois de juillet.

Toutes les catégories d'OPC à revenu fixe ont en moyenne réalisé des gains de cours au mois de juillet, mais ont dû enregistrer en moyenne des rachats nets.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de juillet 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,02%	-1,84%
Marché monétaire en USD	1,32%	-9,21%
Marché monétaire marché global	1,60%	0,61%
Obligations libellées en EUR	1,00%	-0,16%
Obligations libellées en USD	2,40%	-2,52%
Obligations marché global	1,55%	1,36%
Obligations High Yield	1,31%	-0,20%
Autres	1,94%	-1,29%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à valeurs mobilières diversifiées et des fonds de fonds au mois de juillet est illustrée dans le tableau suivant:

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de juillet 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	0,33%	0,13%
Fonds de Fonds	0,35%	-0,69%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2010 et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €

30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €
31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €
31/07/2011	1 861	1 752,281 €	629	210,582 €	1 305	226,802 €	3 795	2 189,665 €

■ ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A. (uniquement en anglais)

Communiqué de presse 11/28 du 29 août 2011

The Commission de Surveillance du Secteur Financier (“**CSSF**”) herewith informs that on 29 August 2011, it has decided to refuse to grant a license to ARM Asset Backed Securities S.A. (“**ARM**”) as a regulated securitisation undertaking under the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation (the “**Decision**”).

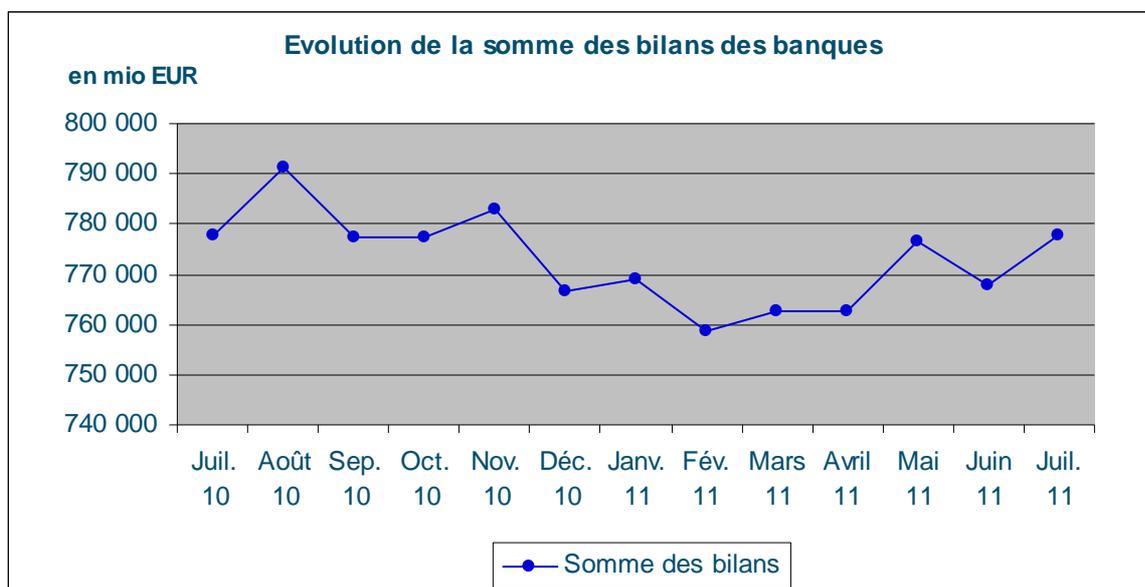
The CSSF considers that this Decision, as from the notification thereof to ARM (which has occurred today), entails a suspension of any payment by ARM and prohibition for ARM, under penalty of voidance, to take any measures other than protective measures, unless otherwise authorized by the CSSF acting as supervisory commissioner (“*commissaire de surveillance*”).

If unchallenged, the Decision will become final one month after its notification. Once the Decision is final, the district court dealing with commercial matters shall, as a consequence thereof, be requested to pronounce the dissolution and order the liquidation of ARM.

Due to the multijurisdictional implications of the file, the CSSF, the Financial Services Authority (FSA) and the Central Bank of Ireland (CBI) are working in close cooperation.

■ BANQUES

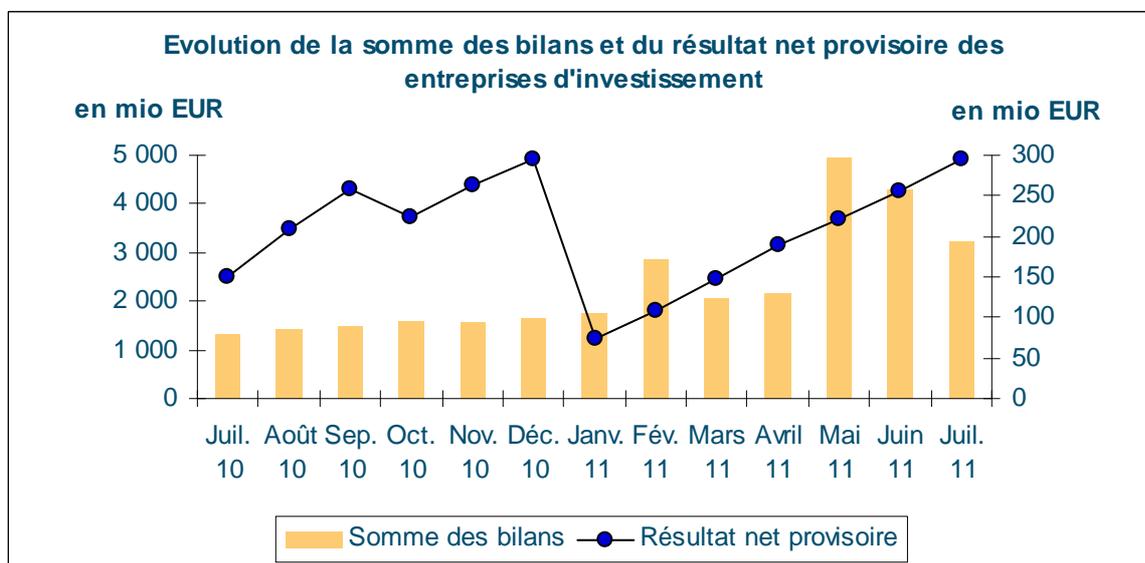
Somme des bilans des banques au 31 juillet 2011 en hausse



La somme des bilans augmente de 1,31% sur un mois. En glissement annuel, la hausse atteint 0,01%.

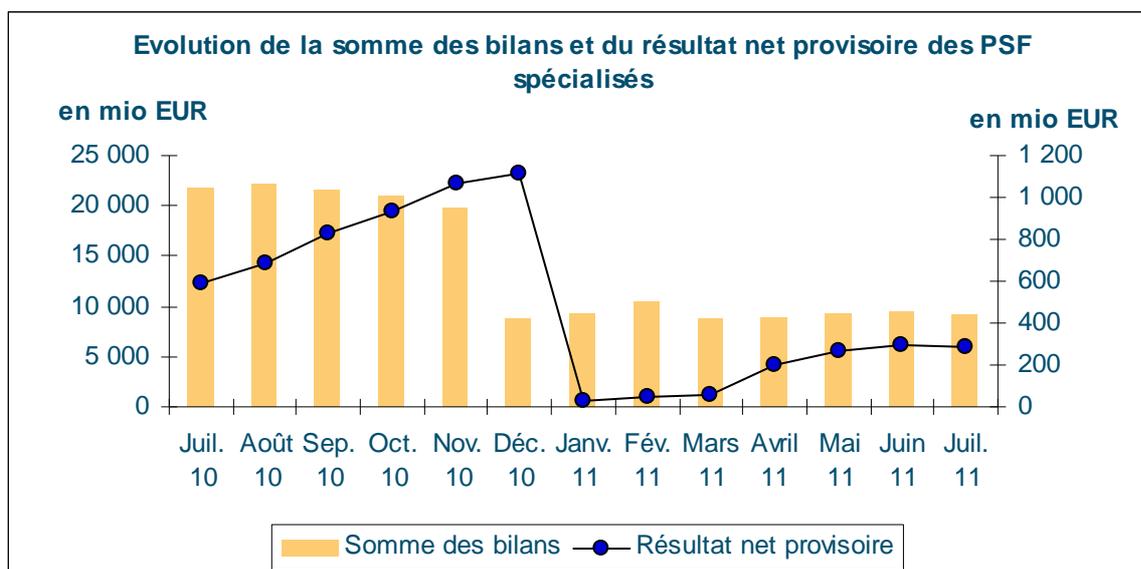
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 juillet 2011 en baisse



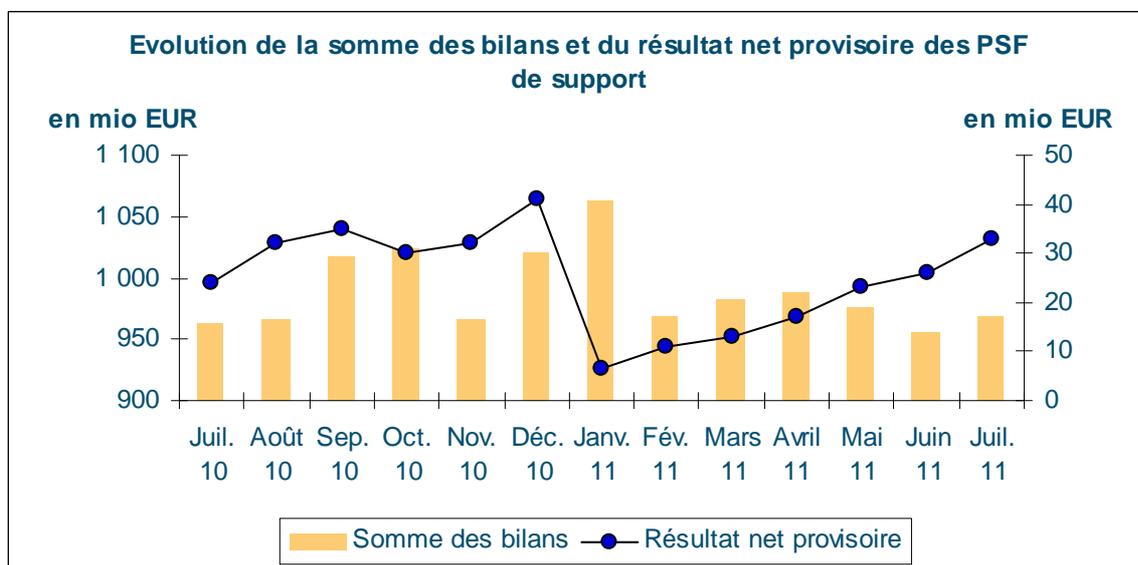
■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 juillet 2011 en baisse



■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 31 juillet 2011 en hausse



■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Au 9 septembre 2011, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 14 professionnels sont agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Depuis la publication de la dernière Newsletter, six SICAR ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR).

Les SICAR suivantes ont été inscrites sur la liste officielle :

- LUPERCALE S.A., SICAR, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- PRAX CAPITAL CHINA REAL ESTATE FUND III, S.C.A., SICAR, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- DB PWM PRIVATE MARKETS I SCA-SICAR, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SKOLINC S.A., SICAR, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg
- VENTECH CHINA II SICAR, 6, rue Philippe II L-2340 Luxembourg
- ALTERCAP INVESTMENT I S.C.A., SICAR, 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Au 9 septembre 2011 le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 271 unités.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élève à 28 unités au 9 septembre 2011, suite à l'inscription de dnA, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

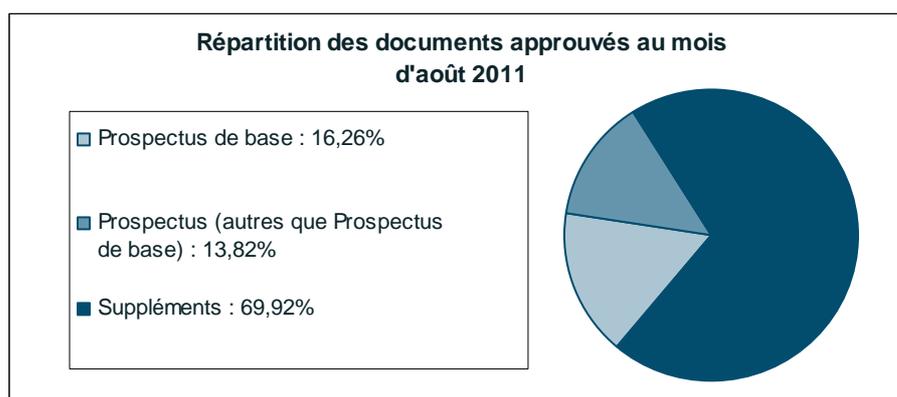
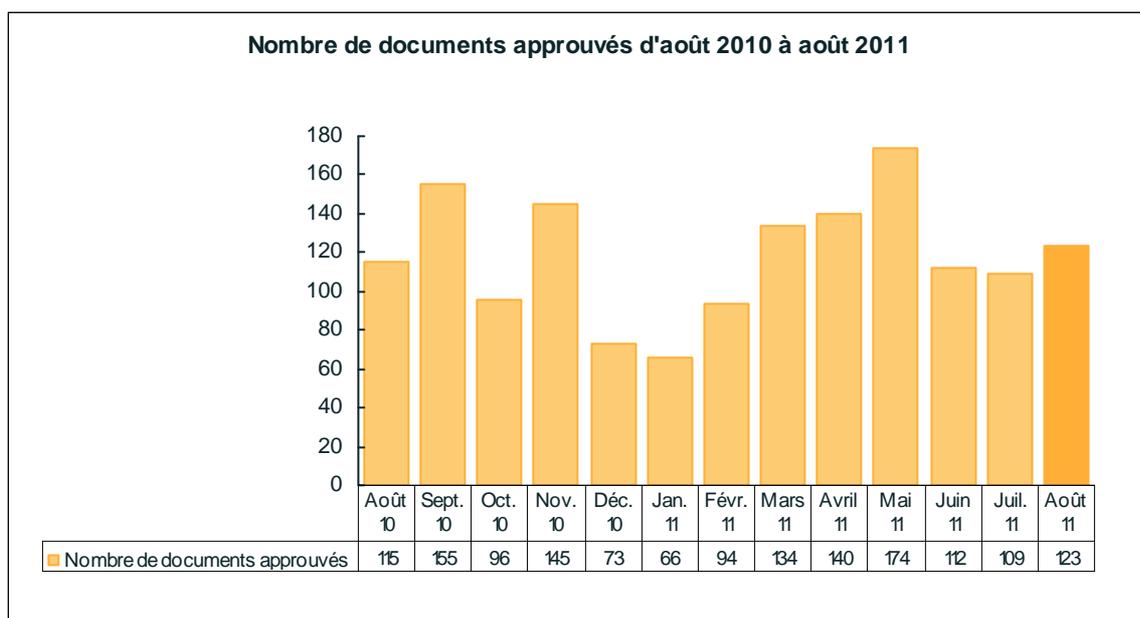
■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 août 2011, 75 cabinets de révision agréés et 234 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 54 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. ACTIVITE D'APPROBATION

Pour le mois d'août 2011, un total de 123 documents a été approuvé par la CSSF dont 17 prospectus, 20 prospectus de base et 86 suppléments.

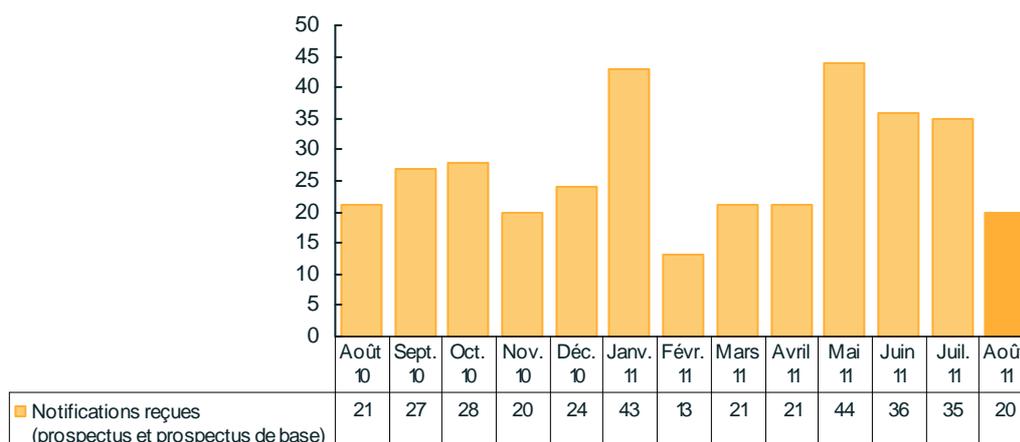


2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

2.1. Notifications reçues par la CSSF

Pour le mois d'août 2011, la CSSF a reçu 20 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base et 146 par rapport à des suppléments en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

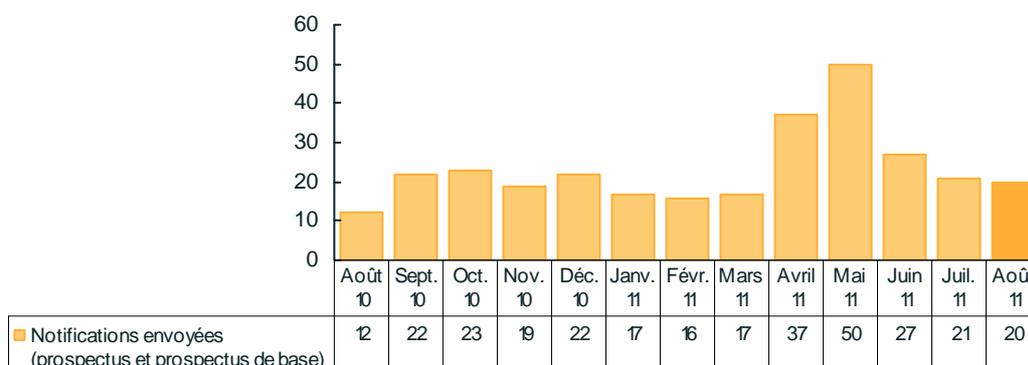
**Notifications reçues (prospectus et prospectus de base) par la CSSF
d'août 2010 à août 2011**



2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois d'août 2011, la CSSF a envoyé des notifications pour 20 prospectus et prospectus de base et pour 51 suppléments¹ approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.

**Notifications envoyées (prospectus et prospectus de base) par la CSSF
d'août 2010 à août 2011**

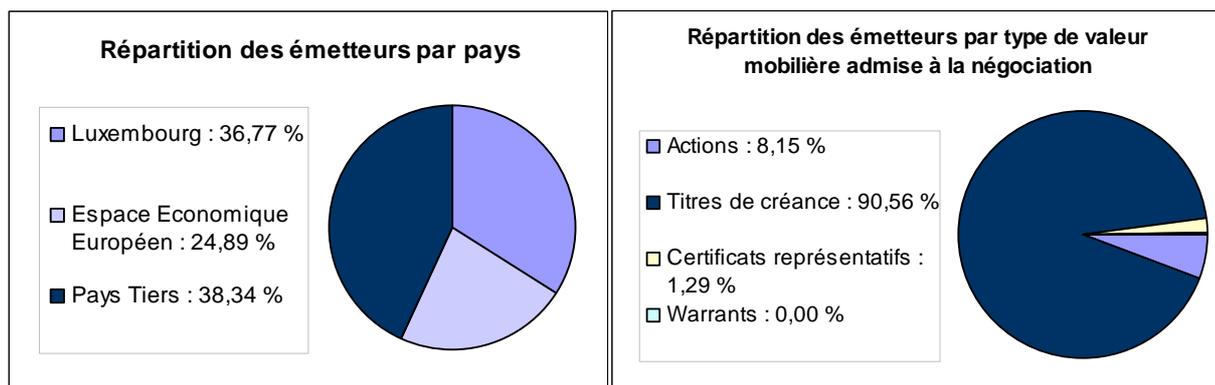


¹ Ce chiffre correspond au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 12 août 2011, 2 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 11 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 12 septembre 2011, 699 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES PSF

Nouvelles autorisations :

CITADEL SERVICES PSF S.A R.L.

15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

Statuts : domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 31 mai 2011

CLEARBRIDGE SETTLEMENT SERVICES S.A.

6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

Statuts : conseiller en investissement, courtier en instruments financiers, commissionnaire, gérant de fortunes, professionnel intervenant pour compte propre

Autorisation ministérielle du 16 août 2011

Changement de dénomination :

FIDUCIAIRE F. WINANDY & ASSOCIES S.A. a changé sa dénomination en

SGG-FFW S.A.

Elargissement de statut :

ARENDT SERVICES S.A.

Ajout du statut de domiciliataire de sociétés à celui de professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Changements d'adresse :

SERVITIA S.A.

12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

VP LUX S.A R.L.

32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

Inscription :

BLUEBAY FUNDS MANAGEMENT COMPANY S.A.

24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg

Activité : gestion collective

Changement de dénomination :

MAS LUXINVEST S.A. a changé sa dénomination en

LUXEMBOURG INVESTMENT SOLUTIONS S.A.

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

Retrait :

1ST RED FUND MANAGEMENT S.A R.L.

44, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

Changements d'adresse :

ENDURANCE REAL ESTATE MANAGEMENT COMPANY S.A.

42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

IMC ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

Inscription :

dnA

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

■ LISTE DES SICAR

Inscriptions :

ALTERCAP INVESTMENT I S.C.A., SICAR
412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

DB PWM PRIVATE MARKETS I SCA-SICAR
4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

EGIS INVESTMENT PARTNERS SCA SICAR
20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

LUPERCALE S.A., SICAR
5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

PRAX CAPITAL CHINA REAL ESTATE FUND III, S.C.A., SICAR
6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

SKOLINC S.A., SICAR
65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

VENTECH CHINA II SICAR
6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

Retrait :

NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A. SICAR
1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Changement de dénomination :

PRIVATE EQUITY PORTFOLIO 2007 S.C.A. a changé sa dénomination en
PRIVATE EQUITY PORTFOLIO2007-ITM S.C.A., SICAR

Changements d'adresse :

CARBON TRADE & FINANCE SICAR S.A.
25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

CENTRAL AFRICA GROWTH SICAR, S.A.
6, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach

FIN.CO CAPITAL PARTNERS (SCA) SICAR
15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

HELARB INVESTMENTS PARTNERS (SCA) SICAR
15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

THE BUILDING BLOCK EQUITY FUND S.A., SICAR
412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

VESALIUS BIOCAPITAL I INVESTMENTS S.A. SICAR
1B, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

VESALIUS BIOCAPITAL I S.A. SICAR
1B, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

Nouveaux émetteurs :

NOM

Retail Consumer CP Germany 2011-UG
(Haftungsbeschränkt)
Vietnam Resource Investments (Holdings) Limited

PAYS DU SIEGE

Allemagne
Îles Caïmans

Retraits :

NOM

Admiral CBO (Cayman) Ltd
Conseco Funding Ltd.
Daimler Canada Finance Inc.
Fast 2005 Limited
Geldilux-TS-2008 S.A.
International Lease Finance Corporation
Jade CBO, Limited
Leveraged Loans Europe plc
ML CBO XXVI (Cayman) Ltd.
Reed Elsevier Capital INC
Stony Hill CDO II (CAYMAN) LTD
VCL No. 8 Limited

PAYS DU SIEGE

Îles Caïmans
Îles Caïmans
Canada
Jersey
Luxembourg
États-Unis
Îles Caïmans
Irlande
Îles Caïmans
États-Unis
Îles Caïmans
Jersey

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits volontaires de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois pendant le mois de juillet 2011

Durant le mois de référence, les soixante-huit organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010:

- ALPHA UCITS SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- GBM ASSET MANAGEMENT SICAV, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- GENERATION ASSET MANAGEMENT SICAV, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- GERMAN BOND OPPORTUNITIES UI, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- LARRAINVIAL ASSET MANAGEMENT SICAV, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LFP KLIMEK ADVISORS, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- REXITER (LUXEMBOURG) SICAV, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- SAPHIR, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- TIMBERLAND, SICAV, 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- WALSER ABSOLUTE RETURN, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf

2) OPC partie II Loi 2010:

- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 1 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 10 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 11 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 12 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 13 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 14 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 15 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 2 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 3 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 4 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 5 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 6 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 7 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 8 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- DUNDEE INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) FUND 9 FCP, 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2017) V, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

3) FIS :

- ABERDEEN ASIA III PROPERTY FUND OF FUNDS, 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- ACTIVA SICAV, 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- AKRAGAS SIF-SICAV, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- ALTERA INVESTMENT FUND SICAV-SIF, 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- ARCANO FUND, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- ARENAFUNDS SICAV-SIF, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- ARTICO DYNAMIC SIF-SICAV, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- ARTICO SIF-SICAV, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- AXA ALTERNATIVE PARTICIPATIONS III, SICAV-FIS, 46, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg
- AXA ALTERNATIVE PARTICIPATIONS IV, SICAV-FIS, 46, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg
- CBRE ASIA ALPHA PLUS FUND II FCP-SIF, 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- CEON FUND SICAV SIF SCA, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- CLEARSIGHT TURNAROUND FUND II SICAV-SIF, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIERE DES PRODUITS AMYLACES SICAF/SIF, 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
- DEUTSCHE ZINSHAUS S.C.A., SICAV-FIS, 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- DIVERSIFIED STRATEGIES SPECIALISED INVESTMENT FUND, SIF, 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- DIVERSIFIED STRATEGY PLUS S.A. SICAV-FIS, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- DL PARTNERS OPPORTUNITIES FUND SCA SICAV SIF, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- EULERPHI S.C.A. SICAV-SIF, 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- EURO CARBON SCA, SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- EUROPA PLUS SCA SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- FAROS S.A. SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- FONDS EUROPEEN DE FINANCEMENT SOLIDAIRE (FEFISOL) S.A., SICAV-FIS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- FORST INVEST - WALDFONDS S.C.A. SICAV-SIF, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- GE CAPITAL REAL ESTATE EUROPEAN CORE+ FUND, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- IMPACT FINANCE FUND, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- JUNGFRAU SICAV SIF, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LAKEFIELD SIF-SICAV, 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- LOGOS INTERNATIONAL SICAV-FIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

- ODYSSEY (LUX), 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- PEAK FX PERFORMANCE FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- PHAROS SICAV-SIF, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- ROI SPECIAL OPPORTUNITIES S.C.A., 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- SCM INTERNATIONAL PRIVATE EQUITY SELECT IV, 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg
- SCOR ILS FUND S.A., SICAV-SIF, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- STRAMONGATE S.A., 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- THE EUROPEAN ENERGY EFFICIENCY FUND, SA, SICAV-SIF, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- THYADES FUND, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- UBP OPPORTUNITIES SICAV-SIF, 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- VARIO PLUS SICAV-FIS, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- VIO DEFENSOR SICAV-SIF, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- VOLKSBANK LÜBBECKER LAND EG INDIVIDUELL AUSGEWOGEN SIF, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

Les vingt-deux organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de juillet 2011 :

1) OPC partie I Loi 2002:

- ALLIANZ PIMCO BONDSELECT US \$, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- AWM MULTIMANAGER, 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- COMINVEST TOTAL RETURN BOND, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMMERZBANK MONEY MARKET FUND, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DEKA-EUROGARANT 5/2011, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-WORLDBGARANT PLUS 5/2011, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DWS 5,5% TARGET RETURN 2011, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS FLEXICASH 1, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS RENDITE SELECT GARANT, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EURO FLEX ABSOLUTE RETURN OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- ING (L) RENTA FUND II, 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
- ING INDEX LINKED FUND II, 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
- INVESCO CE FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- UBS MFP SICAV, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

2) OPC partie II Loi 2010

- IFM-REAL ESTATE PLUS 1, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- OPAL ONE SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- SHEDLIN REAL ESTATE + INFRASTRUCTURE, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

3) FIS :

- ALBORAN CAPITAL SICAV-FIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- HEITMAN CENTRAL EUROPE PROPERTY PARTNERS II, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- SOPEP SECONDARY GLOBAL FUND, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- STATE OF THE ART - INVESTMENT FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- STRATEGY SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Retrait de la liste officielle décidé par la CSSF :

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable NEWEUROPE PROPERTY SICAV-FIS de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF le 6 septembre 2011 en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **143** (9 septembre 2011)
Somme des bilans : **EUR 777,921 milliards** (31 juillet 2011)
Résultat avant provisions : **EUR 2,92 milliards** (30 juin 2011)
Emploi : **26 147 personnes** (30 juin 2011)

Nombre d'OPC :
- Partie I de la loi 2010 : **1 859** (9 septembre 2011)
- Partie II de la loi 2010 : **626** (9 septembre 2011)
- Fonds d'investissement spécialisés (FIS) : **1 312** (9 septembre 2011)
TOTAL : 3 797

Patrimoine global net : **EUR 2 189,665 milliards** (31 juillet 2011)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 15 (loi du 17 décembre 2010) : **184** (31 août 2011)
Nombre de sociétés de gestion : chapitre 16 (loi du 17 décembre 2010) : **212** (31 août 2011)
Emploi dans les sociétés de gestion (chapitre 15) : **2 457 personnes** (30 juin 2011)

Nombre d'entreprises d'investissement : **115** dont **12** succursales (9 septembre 2011)
Somme des bilans des entreprises d'investissement : **EUR 3,250 milliards** (31 juillet 2011)
Résultat net provisoire : **EUR 296,684 millions** (31 juillet 2011)
Emploi : **2 584 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de PSF spécialisés : **116** (9 septembre 2011)
Somme des bilans des PSF spécialisés : **EUR 9,179 milliards** (31 juillet 2011)
Résultat net provisoire : **EUR 286,743 millions** (31 juillet 2011)
Emploi : **3 595 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de PSF de support : **83** (9 septembre 2011)
Somme des bilans des PSF de support : **EUR 968,631 millions** (31 juillet 2011)
Résultat net provisoire : **EUR 33,90 millions** (31 juillet 2011)
Emploi : **8 045 personnes** (30 juin 2011)

Nombre de fonds de pension : **15** (9 septembre 2011)

Nombre de SICAR : **271** (9 septembre 2011)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **28** (9 septembre 2011)

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **699** (12 septembre 2011)

Emploi total dans les établissements surveillés (Banques, PSF, Sociétés de gestion) :
42 828 personnes (30 juin 2011)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG
Tél. : (+352) 26 251 560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu